



RETRAITES : Non à l'austérité ! Non au travail à perpétuité !

Il est bien loin le temps des promesses de campagne où le Président de la République déclarait « que l'ennemi était la Finance ». Oubliées, également les critiques contre la réforme des retraites de 2010 que l'actuel pouvoir qualifiait alors d'injuste.

Se soumettant au diktat de la commission européenne prête à accorder un délai supplémentaire de deux ans pour ramener les déficits publics en dessous de la barre des 3% du PIB, ce gouvernement applique les mêmes cures d'austérité, qui conduisent partout en Europe, les peuples à la faillite et au désespoir.

Comme un mauvais remake qui s'en va et qui revient

Pour faire passer sa réforme proposant, un allongement de la durée de cotisation, dans le but de diminuer le niveau des pensions, la carte de la division entre salariés du public et du privé est de nouveau sortie. Rien ne change !



De l'argent, il y en a !

D'après le Conseil d'orientation des retraites, les besoins en financement des retraites des 23 millions de salariés en France s'élèveront à 20 milliards d'euros d'ici 2020. C'est moins que la fortune amassée par un seul homme, Bernard Arnault, le français le plus riche en 2011, d'après le magazine Challenges. Un seul homme d'un côté, 23 millions de personnes de l'autre.

Le refrain médiatique nous assène, sans faiblir, que les caisses sont vides, que c'est la récession, qu'il faut se serrer la ceinture car nous serions tous dans le même bateau, etc. **Attention !** Ce n'est pas parce qu'une chose est répétée cent fois qu'elle en devient vraie.

La preuve !

Au titre de la compétitivité, 20 milliards sont versés au patronat dans le cadre de l'ANI, pour faciliter les licenciements, augmenter les durées de travail, baisser les salaires et broyer le code du travail !

En 2009, 360 milliards d'euros d'argent public mobilisés pour secourir les marchés financiers, responsables de la crise ! Ainsi, le sauvetage des banques en 2008 a coûté aux contribuables l'équivalent de 37 points de PIB ! Cela représente, autant d'argent en moins pour l'emploi et les salaires à la base du financement de la protection sociale et des retraites !

Par faute des réductions d'effectifs dans notre administration, plus d'une centaine de milliards d'euros, issus de la fraude fiscale non détectée ou non recouvrée, viennent grever les budgets publics et portent préjudice à la justice fiscale !

Loin d'être exhaustifs, ces quelques exemples, auxquels nous pourrions rajouter les exonérations de cotisations et les niches fiscales consenties aux plus riches, témoignent d'une politique antisociale décomplexée et pleinement assumée !

Montreuil, le 1^{er} août 2013

Syndicat national CGT Finances Publiques

• Case 450

263 RUE DE PARIS 93514 MONTREUIL CEDEX

• dgfip@cgt.fr

• www.financespubliques.cgt.fr

• Tél. : 0155 82 80 80

EMPLOIS, SALAIRES, RETRAITES,

CONSTRUISONS MAINTENANT LA CONVERGENCE DES LUTTES !

TOUTES ET TOUS EN GREVE

LE 10 SEPTEMBRE !